

**SDI 22/622 - ARRÊTÉ DE MISE EN SÉCURITÉ - PROCÉDURE URGENTE - 10 RUE DUVERGER
- 13002 MARSEILLE**

Nous, Maire de Marseille,

Vu l'article L.2131.1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.511.1 et suivants, ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation (cf. annexe 1),

Vu les articles R.511.1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté n°2020_03084_VDM du 24 décembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté n°2022_02980_VDM, en date du 12 septembre 2022, portant délégation de signature, pendant la période d'empêchement de Monsieur Patrick AMICO, à Monsieur Joël CANICAVE, adjoint en charge des finances, des moyens généraux et des budgets participatifs,

Vu l'arrêté de Péril Imminent n°11/343/SPGR signé en date du 28 juin 2011, interdisant l'occupation de l'immeuble sis 10 rue Duverger 13002 – MARSEILLE 2EME, désigné comme « zone A » de l'ensemble objet de l'arrêté,

Vu le rapport de visite du 28 juin 2011, en présence des services municipaux, dressé par Richard CARTA, expert désigné par ordonnance de Madame la Présidente du tribunal administratif de Marseille sur notre requête, concluant à l'existence d'un danger imminent sur l'immeuble sis 6-8-10 rue Duverger 13002 - MARSEILLE 2EME,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 13 juin 2014 et notifié aux propriétaires en date du 24 septembre 2014, concluant à l'existence d'un danger imminent sur l'immeuble sis 6-8-10 rue Duverger - 13002 MARSEILLE 2EME,

Considérant l'immeuble sis 10 rue Duverger - 13002 MARSEILLE 2EME, parcelle cadastrée section 808B, numéro 0213, quartier Les Grandes Carmes, pour une contenance cadastrale de 2 ares et 96 centiares,

Considérant la visite des services municipaux en date du 15 septembre 2022, constatant l'aggravation des désordres et la non réalisation des travaux demandés dans l'arrêté de péril imminent n°11/343/SPGR signé en date du 28 juin 2011,

Considérant le rapport établi par les services municipaux suite à la visite technique des lieux en date du 15 septembre 2022,

Considérant que le rapport susvisé, reconnaissant un danger imminent, constate les pathologies suivantes qui présentent un risque immédiat pour la sécurité des personnes :

Couverture et charpente :

- Fissuration et fléchissement des entrants, qui sont soutenus par des appuis verticaux précaires, avec risque immédiat de chute de matériaux sur les personnes,
- Rupture de chevrons et de pannes et effondrement localisé de la couverture avec risque immédiat de chute de matériaux sur les personnes,
- Scellement précaire des fermes sur le mur de refend avec risque immédiat de chute de matériaux sur les personnes,
- Gouttière en partie détachée, avec risque immédiat de chute de matériaux sur la voie publique,

Mur mitoyen :

- Fissure longitudinale sur le mur pignon, avec risque de chute de matériaux sur la parcelle 212,

Considérant le rapport susvisé relatif à cet immeuble, préconisant les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants et du public :

Sous un délais de 24 heures :

- Interdiction d'occupation et utilisation de la totalité de l'immeuble,

Sous un délai de 15 jours, faire appel à un homme de l'art qualifié pour :

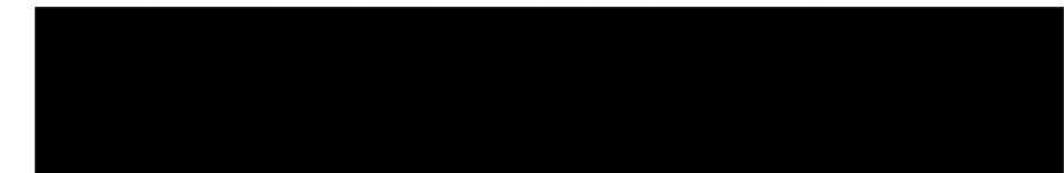
- Faire réaliser la dépose ou la mise en sécurité des toitures selon l'avis et sous le contrôle de l'homme de l'art,
- Garantir la mise hors d'eau du plancher du première étage pour empêcher toute infiltration d'eau.

Considérant que, dans le cadre de l'application de l'article L511-19 du code de la construction et de l'habitation, le Maire ordonne par arrêté et sans procédure contradictoire préalable les mesures indispensables pour faire cesser le danger dans un délai qu'il fixe,

Considérant qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des personnes, laquelle est menacée par l'état de l'immeuble susvisé,

ARRÊTONS

Article 1 L'immeuble sis 10 rue Duverger - 13002 MARSEILLE 2EME, parcelle cadastrée section 808B, numéro 0213, quartier Les Grandes Carmes, pour une contenance cadastrale de 2 are et 96 centiares appartient, selon nos informations à ce jour, en indivision aux personnes listées ci-dessus, ou à leurs ayants droit :



Les propriétaires ci-dessus doivent prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité publique et à faire cesser le danger imminent, en faisant réaliser les mesures nécessaires d'urgence ci-dessous, sous **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, à savoir faire appel à un homme de l'art qualifié pour :

- Faire réaliser la dépose ou mise en sécurité des toitures selon l'avis et sous le contrôle de l'homme de l'art,
- Garantir la mise hors d'eau du plancher du premier étage pour empêcher toute infiltration d'eau.

- Article 2** L'immeuble sis 10 rue Duverger - 13002 MARSEILLE 2EME est interdit à toute occupation et utilisation à compter de la notification du présent arrêté.
- Les propriétaires doivent s'assurer de la neutralisation des fluides (eau, gaz, électricité) des locaux interdits d'occupation et d'utilisation.
- Ces fluides pourront être rétablis à la demande des propriétaires afin que ceux-ci puissent réaliser les travaux demandés. Néanmoins, ils devront s'assurer sous leur seule responsabilité que la colonne montante soit dissociée de l'alimentation générale afin que le compteur général n'alimente plus les appartements et les locaux de l'immeuble interdits d'occupation.
- Article 3** L'accès à l'immeuble interdit doit être immédiatement neutralisé par tous les moyens que jugeront utiles les propriétaires.
- Cet accès sera réservé aux seuls experts et professionnels autorisés et chargés de la mise en sécurité.
- Article 4** Si les propriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayants-droit, à leur initiative, réalisent des travaux permettant de mettre fin à l'imminence du danger, sur le rapport d'un homme de l'art (architecte, ingénieur, bureau d'études techniques spécialisé, etc.) se prononçant sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport susvisé, ils sont tenus d'en informer les services de la commune pour contrôle.
- Le Maire prendra alors acte de la réalisation des travaux prescrits par l'article 1 du présent arrêté.
- La mainlevée ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout danger, préconisés dans un rapport établi par un homme de l'art, qui devra attester de leur parfaite exécution.
- Le cas échéant, si les mesures n'ont pas mis fin durablement au danger, le Maire poursuit la procédure dans les conditions prévues à l'article L511-10 du code de la construction et de l'habitation.
- Article 5** A défaut pour les propriétaires ou ayants-droit, de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais, dans les conditions prévues à l'article L511-16 du code de la construction et de l'habitation.
- La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.
- Article 6** Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, les occupants du bâtiment ont été évacués ou doivent être évacués dans un délai maximum de 24 heures.
- Article 7** Les locaux vacants ne peuvent être ni loués, ni mis à disposition pour quelque usage que ce soit.

- Article 8** L'arrêté n°11/343/SPGR signé en date du 28 juin 2011 est abrogé.
- Article 9** Le présent arrêté sera notifié contre pli sous signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception aux propriétaires de l'immeuble sis 10 rue Duverger - 13002 MARSEILLE 2EME tel que mentionné à l'article 1. Celui-ci le transmettra aux personnes aux ayants-droit ainsi qu'aux occupants.
- Article 10** Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.
- Article 11** Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du-Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, au Préfet de Police, au Procureur de la République, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.
- Article 12** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- Article 13** Pour appliquer les interdictions prévues à l'article 2 et 3 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que besoin, au concours de la force publique, ainsi que pour toutes visites jugées utiles.
- Article 14** Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.
- Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Joël CANICAVE

Monsieur l'Adjoint en charge des finances,
des moyens généraux et des budgets
participatifs


Signé le : 26.09.2012.